qui est de Pellevoisin, une commission fut instituée pour l'examen des apparitions que l'on dit y avoir eu lieu. Quatre archevêques se sont succédés sur le siège de Bourges ; les conclusions de la commission ont dû être telles qu'aucun des quatre archevêques ne s'est prononcé, n'a cru pouvoir porter sur le fait ou la nature de ces apparitions et révélations un jugement canonique.

La Sacrée Congrégation du Saint-Office, après l'avoir constaté, rappelle les obligations de conscience qui résultent de l'absence de ce jugement. Elles sont marquées dans la Constitution pontificale qui commence par ces mots : *Officiorum ac munerum*, autrement dit, dans la nouvelle législation de l'Index, promulguée par Léon XIII le 25 janvier 1896, et par les décrets des Conciles de Latran et de Trente.

Le Saint-Office parle d'abord des écrits. Il rappelle à ce sujet l'article XIII de l'Index. Le voici :

ART. XIII. « Les livres ou écrits qui racontent de nouvelles apparitions, révélations, visions, prophéties ou miracles ou, qui suggèrent de nouvelles dévotions, même sous prétexte qu'elles sont privées, sont proscrits s'ils sont publiés sans l'autorisation des supérieurs ecclésiastiques. »

Peu importe, comme le fait observer le Saint-Office, que ces livres ou ces journaux soient écrits ou publiés par des prêtres ou par des laïques. La même prohibition les frappe.

Et, qu'on le remarque : tandis que les livres qui, d'après l'article XLI de la même Constitution, doivent être soumis à la censure préalable de l'autorité ecclésiastique, ne sont pas interdits aux fidèles par ce seul fait qu'ils paraissent sans *imprimatur*, les publications, — livres ou journaux — visées par cet article XIII ci-dessus rappelé, sont prohibées dès lors qu'elles sont publiées sans autorisation. On ne peut les lire.

Le Saint-Office, dans son décret, s'adresse ensuite aux prédicateurs et leur rappelle les règles tracées à ce sujet par les Conciles de Latran et de Trente.